

**Si j'étais candidat à l'élection présidentielle...je dirais**

**Alain Caillé**

## Introduction

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Que devraient-nous dire les candidats à l'élection présidentielle de 2022 qu'ils ne nous diront pas, créant ainsi un gouffre béant entre l'offre politique existante et les attentes des Français ? Si je me risque à tenter de le formuler ici à leur place, moi qui n'ai pas la moindre envie de solliciter vos suffrages et aucun titre particulier à le faire, c'est parce que, depuis longtemps déjà, je suis atterré, de constater à quel point dans toutes les élections d'importance nationale - les présidentielles, les législatives ou les élections européennes, rien n'est explicité des questions les plus importantes, de celles que nous nous posons tous sans trop nous le dire. Sans trop pouvoir nous le dire, justement parce qu'aucun des discours que nous proposent les partis politiques en place ne les nomme et ne les prend en charge, si bien qu'elles restent largement inconscientes

Tous, plus ou moins, et plus ou moins bien, se demandent : Comment augmenter la richesse nationale sans dégrader encore plus l'environnement ? Comment, au contraire, lutter contre le réchauffement climatique ? Comment résorber le chômage ? Comment enrayer l'accroissement vertigineux des inégalités ? Comment améliorer le fonctionnement des services publics, de l'Hôpital, de l'Education nationale, de l'Université, de la Police, de la Justice, etc. ? Comment remédier à la montée des violences, dans la rue ou sur les réseaux sociaux ? Quelle politique de l'immigration mener, qui soit à la fois digne et responsable ? Etc. Tous ces sujets sont à l'évidence d'une importance extrême. Et j'essaierai, plus loin, de suggérer quelques pistes sur la bonne manière de les aborder.

Mais ce que je voudrais mettre en évidence ici c'est que nous n'aurons une chance d'y répondre de manière efficace que si nous savons poser des questions encore plus essentielles, des questions qui viennent en quelque sorte en amont, des questions préalables ou préjudicielles. Je dis bien qu'il s'agit tout d'abord d'*oser* au moins les poser, même si la réponse à y apporter doit rester incertaine.

De quoi s'agit-il ? Une candidate, un candidat à l'élection présidentielle devrait avant tout nous expliquer en quoi son programme et le style de présidence qu'il entend développer pourront contribuer à remédier aux fractures qui minent la société française. Plus profondément encore, il devrait fournir aux Français les repères qui leur manquent de plus en plus cruellement, et leur dire comment il voit la France, ce qu'elle représente pour lui, quelle a été son histoire, qu'est-ce qui a fait sa grandeur, mais aussi quelles ont été ses erreurs, ses faiblesses et ses crimes. Où en est-elle aujourd'hui ? Quels pourraient être son rôle et sa place dans le monde de demain ? Ces dernières questions en font naître immédiatement une autre, capitale : quel rôle la France peut-elle et doit-elle jouer en Europe, et, symétriquement, de quelle Europe a-t-elle besoin ? Pouvons-nous nous satisfaire du mode de fonctionnement actuel de l'Union européenne ? Et, sinon, comment tenter d'y remédier ? Enfin, autre question préalable, pouvons-nous, devons-nous encore croire en la démocratie et aux valeurs humanistes alors qu'elles sont si fortement menacées et en déclin prononcé à peu près partout et que la numérisation du monde les rend de plus en plus fragiles et problématiques ?

### **Trois séries de questions préjudicielles**

Voilà les trois séries de questions préalables qu'il nous faut affronter avant même de pouvoir nous interroger sur les mérites comparés des programmes défendus par les différents partis et par les candidats qu'ils présentent.

#### *Les fractures françaises*

Comment faire, tout d'abord, pour que la société française retrouve une certaine forme et un certain degré d'unité ? Elle a toujours été, bien sûr, le lieu de conflits, parfois violents. Ce n'est pas pour rien qu'elle est apparue historiquement comme la société révolutionnaire par excellence, celle de la grande Révolution de 1789 - exemplaire pour beaucoup de peuples à travers le monde -, et de ses répliques de 1830, 1848, jusqu'à la Commune de Paris en 1871. Le conflit a d'abord été celui de classes sociales antagonistes, aristocratie, clergé, bourgeoisie, paysannerie, ouvriers, chacune de ces classes connaissant des niveaux de richesse, de pouvoir et de statut infiniment variés. Mais il a aussi opposé violemment les catholiques et les non-croyants, les collabos vichystes et les résistants, puis la France coloniale

et les colonisés qui ont réussi à obtenir leur indépendance, et tout particulièrement celle de l'Algérie dont certains avaient cru pouvoir espérer qu'elle puisse faire définitivement partie de la France. Une France qui se serait alors étendue de Dunkerque à Tamanrasset, au sud du Sahara.

Mais hormis les guerres coloniales ou d'indépendance, tous ces conflits se sont déployés dans le cadre de la société française et au nom d'une certaine idée de la France, chacune des parties opposées prétendant incarner la vraie France, la France juste, la bonne France. La référence à la France est devenue désormais incertaine, fluctuante, à éclipses. Un discours de candidature à l'élection présidentielle qui fasse sens devrait en premier lieu indiquer comment surmonter les fractures béantes qui empêchent de plus en plus de Français de se reconnaître entre eux et d'avoir le sentiment d'une communauté de destin. Il doit pouvoir faire sens pour quatre catégories de populations, qui se recoupent parfois mais qui s'ignorent, s'indiffèrent, se méprisent ou se haïssent le plus souvent.

Peut-être habitez-vous dans ce que certains appellent la France périphérique, où moi-même, parisien depuis toujours, ai élu définitivement domicile depuis près de deux ans. Peut-être avez-vous participé à la grande mobilisation des gilets jaunes survenue parce qu'il devient de plus en plus difficile de trouver sur place un médecin référent (j'en sais quelque chose), des spécialistes, un emploi pérenne, un service public encore en activité là où vous vivez, ou un commerce de proximité dans les villes petites ou moyennes où les boutiques ferment les unes après les autres. Du coup, rien n'est accessible sans voiture. Voilà qui n'aide pas à lutter contre le réchauffement climatique. Il y a encore de la chaleur humaine autour de vous, mais elle ne suffit pas à pallier la pauvreté et le sentiment d'abandon qui s'installe. Il est également possible que vous habitiez dans une grande ville, mais comme nombre d'habitants de la France périphériques vous ne vivez que de petits boulots, intermittents du spectacle, travailleurs au black, serveurs occasionnels, et votre avenir économique est flou et incertain.

Dans cette même France périphérique, ou bien alors dans une grande agglomération, vous bénéficiez peut-être d'un *emploi et d'un revenu à peu près assurés*, notamment si vous êtes fonctionnaire. Ce n'est pas rien en ces temps de chômage structurel. Et vous avez aussi le plaisir de participer à une communauté de travail. Peut-être aussi êtes-vous à la tête d'une entreprise, petite ou moyenne dont les perspectives d'avenir sont plutôt rassurantes. Mais si vous travaillez dans le secteur privé, vous subissez les contraintes de la sujétion salariale. Et si vous le faites dans une grande entreprise, vous

vous retrouvez sous l'emprise d'un management à la française, hautain et cassant. Les enquêtes montrent que si les Français valorisent au plus haut point le travail ils sont parmi ceux qui apprécient le moins leurs managers. Où l'on voit les dégâts de l'élitisme français dont il nous faudra reparler. Si vous êtes fonctionnaire, vous êtes soumis aux contraintes de la Réforme générale des politiques publiques. Celle-ci vise avant tout à faire des économies à tout prix sans trop se soucier des services qui ne peuvent plus être rendus, comme on l'a vu à l'hôpital. Vous êtes soumis aux absurdités des nouvelles normes de gestion publiques, du *New Public management*, qui importe des techniques de gestion nées dans le secteur privé mais dont même le privé ne veut plus. Elles vous obligent à passer plus de temps à rapporter sur ce que vous avez fait ou pourriez faire qu'à le faire effectivement. Ce sont les métiers, les savoir-faire et le sens du service public qui se retrouvent ainsi cassés. Dans les hôpitaux, la tarification à l'acte est un bon exemple de cette décomposition des savoir-faire et des surcoûts qu'entraîne paradoxalement l'obligation de faire des économies à tout prix.

A moins, encore, que vous ne viviez dans ce qu'on appelle les « quartiers », ou les cités, pour dire les quartiers ou les cités à problème. Là où les taux de chômage sont accablants surtout chez les jeunes hommes, où l'échec scolaire est fréquent et où l'avenir semble souvent si bouché que le *deal* ou la délinquance au risque de la prison peuvent sembler la meilleure solution pour certains. Mal relié aux centres-villes, votre quartier, dont la majorité de la population est issue de l'immigration depuis une, deux ou trois générations, a des allures de quartier de relégation. Quand vous en sortez, vous êtes soumis plus souvent qu'à votre tour aux contrôles de la police. Il y a pourtant de la solidarité, ça grouille de vie, d'envie de s'en sortir, par le sport, par le rap, le hip-hop, les petits boulots ubérisés, les commerces qui s'inventent, etc. Reste que vous vous sentez souvent victime de ségrégation et en butte à un racisme affiché ou larvé, à tel point que vous vous demandez si vous êtes bien français à part entière et si on vous reconnaît pleinement comme tel. Dans les pires des cas certains de vos proches ou de vos voisins se retournent contre cette France qui ne les reconnaît pas ou pas assez. Ils s'inventent alors un islam de la haine, historiquement ultra-minoritaire mais en forte expansion aujourd'hui, et décident de donner la mort et de la recevoir en se lançant dans le djihad. Dans la grande majorité des cas, ne croyant pas aux promesses qui pourraient vous être faites, vous ne vous investissez pas dans le jeu politique national. Vous avez le sentiment qu'il ne vous concerne pas et que vous n'y avez pas votre place.

Enfin, si vous avez de la chance, si vous avez fait les bonnes études

auxquelles le plus souvent votre milieu social vous prédisposait, si vous êtes passé par une grande ou moyenne école, vous avez très probablement un bon emploi, bien payé, avec de belles perspectives de carrière. Sorti d'une très grande école, vous êtes cadre supérieur, cadre dirigeant, voire PDG ou haut fonctionnaire. Membre alors de la noblesse d'Etat, vous pouvez à tout moment bifurquer vers le privé pour gagner beaucoup plus, ou revenir dans le public ou la politique au gré des opportunités qui se présentent. Peut-être êtes-vous plutôt un artiste ou un sportif reconnu. Sans doute avez-vous fait des stages à l'étranger ou y avez-vous même travaillé un certain temps. Vous parlez anglais et communiquez de plus en plus souvent en anglais dans le cadre de votre travail. Bref, vous êtes un bénéficiaire de la mondialisation néolibérale. Vous vous sentez français mais tout autant « citoyen du monde », et vous dites ou pensez volontiers que les frontières n'ont pas d'importance ni même de sens. Tout ceci ne vous empêche pas d'avoir une forte conscience écologique, et vous seriez éventuellement prêts à voir la France rompre avec une logique purement capitaliste si des solutions politiques plausibles se présentaient.

Je viens, vous l'avez vu, de dresser le portrait-robot de quatre types de populations – appelons-les *les précaires*, *les intégrés*, *les ségrégués* et *les mondialisés* -, qui n'ont pas grand-chose en commun (sauf en partie les périphériques et les intégrés), qui ne se posent pas les mêmes questions, qui n'ont pas les mêmes préoccupations ni le même mode de vie, et qui n'ont donc guère le sentiment d'appartenir à une même société.

Mais ce constat ne suffit pas pour prendre la pleine mesure de l'éclatement de la société française. Il faut aussi tenir compte de la diversité des appartenances religieuses ; de l'écart croissant entre les générations, entre les plus jeunes rivés à leur écran, dont certains cherchent à recréer de nouvelles formes de solidarité et se mobilisent pour la survie de la planète, et les anciens qui regrettent ce monde d'hier qui n'est plus. Prendre en compte également la distance qui se creuse entre les femmes battues ou harcelées, qui ne supportent plus les plaisanteries graveleuses et les attouchements subreptices, et les hommes qui ne savent plus trop quel rôle tenir. S'inquiéter de la concurrence entre les victimes du racisme, du colonialisme, de l'homophobie, et de leur ressentiment envers ceux qui les stigmatisaient ou les stigmatisent encore. etc. Tout ceci aboutit à des conflits violents et à l'archipélisation de la société française bien décrite par le politologue Jérôme Fourquet.

Une fracturation générale qui n'est pas pour rien dans le pessimisme

spécifique à la France, dans ce malheur français si particulier. Aucun autre peuple au monde n'a aussi peu foi en son avenir. Comme s'il avait perdu quelque chose d'infiniment précieux qu'il craint de ne jamais pouvoir retrouver. Ce qu'il a perdu c'est l'idée même de la France et la conscience de son unité qui lui a été si chère. Quelle identité française pourrait-il se donner aujourd'hui ? Dans quelle image passée, présente ou à venir de la France pourrait-il se retrouver ? C'est à tous ces îlots de l'archipel français qu'il appartient aux femmes et aux hommes politiques de le dire en présentant des programmes dans lesquels un grand nombre de périphériques, d'intégrés, de ségrégués et de globalisés puisse se reconnaître.

*Sur l'identité de la France, sa place en Europe et dans le monde*

Je ne sais plus quel philosophe anglais ou américain écrivait à peu près ceci. On ne peut pas dire : mon pays est le plus laid, le plus vil, le plus criminel, le plus stupide, etc. qui soit, et j'en suis fier. Heureusement, les Français ont de bonnes raisons d'aimer la France et d'en être fiers, et d'ailleurs ils l'aiment si profondément qu'ils adorent la critiquer. Commençons par le tout aussi bonnes raisons qu'ils ont de ne pas en être fiers. Shakespeare l'avait parfaitement formulé : l'histoire est pleine de bruit et de fureur. D'horreurs aussi, pourrait-on ajouter. La France en a eu sa part comme tous les autres pays. Plus ou moins ? On pourra toujours en discuter. Mais nul ne peut ignorer l'éradication des cathares du Languedoc, les guerres de religion, les massacres de la saint Barthélémy, la traite des Africains, les « mariages républicains » à Nantes sous la Révolution et l'extermination des chouans, les guerres napoléoniennes qui ont ravagé l'Europe pour leur apporter les Lumières, les violences de la colonisation de l'Afrique ou de l'Indochine, les infamies de la collaboration et de la déportation zélée des juifs envoyés à la mort, les massacres de Madagascar ou de Sétif puis de Philippeville en Algérie, la systématisation de la torture et des tueries dans la même Algérie. Etc. Etc.

Mais la France a aussi donné naissance à un nombre incroyable de philosophes, de poètes, d'écrivains, de musiciens, de peintres, de savants. D'inventeurs de la politique moderne également avec les socialistes du 19ème siècle et Jean Jaurès qui les a en quelque sorte synthétisés. Elle a bâti des cathédrales, des châteaux, des monastères qui impressionnent encore. Ses villes et ses paysages comptent parmi les plus beaux de la planète, ce qui, lié à sa gastronomie et à un certain art de vivre, explique qu'elle soit le pays le plus visité au monde. Surtout, à la suite des révolutions anglaise ou américaine, elle est l'inventeur de l'idée des droits de l'homme au nom

desquels il est possible, justement, de critiquer et de dénoncer toutes les horreurs commises, à commencer par les siennes.

Elle est également l'inventeur d'une des formes républicaines canonique de la démocratie moderne. Avec le modèle anglo-saxon, cette modalité républicaine constitue l'autre versant de la démocratie moderne. C'est elle qui a essaimé dans de nombreux pays. Ce qui la différencie des versions anglo-saxonnes c'est qu'elle ne fait pas tant reposer l'adhésion aux valeurs démocratiques sur le libre choix des individus (qu'elle respecte par ailleurs) que sur la volonté générale du peuple. Autrement dit sur le postulat d'une certaine unité de la société que l'État est en charge de maintenir et d'exprimer à l'aide de fonctionnaires guidés par le sens du bien public.

Comprenons bien que c'est la mise à mal de cette modalité républicaine de la démocratie qui pèse tant aux Français et qui les rend si pessimistes. Ils se voyaient exemplaires (non sans une certaine arrogance universellement dénoncée), ils se découvrent dans l'obligation de renoncer à leur modèle pour adopter les normes anglo-saxonnes de mise en concurrence généralisée imposées par la domination des marchés financiers et par une Union européenne qui les a faites siennes. Voilà qui pose la question de la place de la France dans le monde d'aujourd'hui.

Il y a une trentaine d'années un prix Nobel d'économie annonçait que grâce à son système de planification souple la France allait rapidement devenir le pays le plus riche du monde. Nous sommes loin du compte ! Elle était il y a encore quelques années la quatrième puissance économique mondiale. Elle est aujourd'hui à la sixième ou septième place et sera vite devancée par d'autres nations. Elle s'est connue grande puissance, elle n'en a plus que des restes. Elle a encore une certaine influence sur ses anciennes colonies d'Afrique mais celle-ci est en déclin constant au profit des États-Unis, de la Chine et même, désormais, de la Russie et de la Turquie. Il n'est pas sûr que l'usage de la langue française y dure bien longtemps. La France a encore de grands groupes d'importance mondiale mais dont le chiffre d'affaires se réalise principalement hors de l'hexagone. Ses banques et certains de ses services sont toujours puissants, mais elle s'est massivement désindustrialisée, plus que tous les autres pays européens.

Que s'est-il passé ? Beaucoup de choses, bien sûr. Mais, pour ce qui concerne l'industrie et l'économie l'essentiel s'est sans doute joué ainsi. Une bonne partie de la forte croissance du PIB français de l'après-guerre, celle des « Trente glorieuses » a été due à la venue en France des travailleurs des

anciennes colonies, Africains et Maghrébins. À la différence de l'Allemagne qui a su trouver en Europe de l'Est à la fois un marché et des travailleurs moins chers que les salariés allemands, la France n'a pas retrouvé une main d'œuvre bon marché. Elle l'a donc recherchée ailleurs en délocalisant. Sans compter qu'à la différence de l'Allemagne, là encore, le management français est resté très hiérarchique, fermé à toute forme de co-détermination ou de participation des salariés qui auraient favorisé tant la productivité que les compromis permettant d'éviter les licenciements de masse dans les périodes de moins bien.

Par ailleurs, et symétriquement, les élites françaises se sont elles aussi internationalisées. A partir des années 80 on a assisté au triomphe mondial de l'idéologie néolibérale qui faisait, et fait toujours, l'apologie d'un capitalisme rentier et spéculatif. Un capitalisme qui se fixe pour objectif d'obtenir un retour sur investissement de 10 à 15 %. Cette norme fait apparaître « non rentables » tout un ensemble d'activités qui fonctionnaient traditionnellement avec un taux de profit de 3 à 5 %. Comment d'ailleurs obtenir du 15 % dans des économies où les taux de croissance plafonnent à 1, 2 ou au mieux 3 % ? Progressivement les élites françaises se sont alignées sur les nouvelles normes internationales. Les élites privées ont exigé les mêmes rémunérations que leurs homologues anglo-saxons, et les élites publiques issues des grands corps de l'Etat, Inspection des finances, le Conseil d'Etat, etc. ont commencé à lorgner toujours plus sur les rémunérations du privé et à pantoufler allègrement. A la différence de ce qui se passait en Chine, en Corée, à Taiwan ou au Japon, l'idée même qu'on puisse s'intéresser à l'économie française en tant que telle, et la planifier ne serait-ce qu'à minima, -en coordonnant les acteurs économiques, sociaux et politiques dans le cadre d'une vision partagée de l'avenir souhaitable de la France -, cette idée-là leur est sortie de l'esprit. L'essentiel ne se joue-t-il pas ailleurs, sur les marchés mondiaux ? pensent-ils. C'est là, en effet, qu'on trouve l'argent et la puissance. On comprend mieux dans ces conditions pourquoi nos élites n'ont eu aucune objection au bradage de fleurons industriels français, Pechiney, Arcelor ou Alstom. Emmanuel Macron passé par une banque d'affaires au sortir de l'ENA et qui, en tant que ministre de l'Économie, a favorisé le rachat d'Alstom par General Electric est parfaitement représentatif de cette dérive néolibérale de notre noblesse d'Etat.

A la décharge d'Emmanuel Macron et de nos élites il faut reconnaître que la France, ancien pays colonisateur est désormais un pays quasi-colonisé. C'est dans les universités américaines (ou canadiennes), pas en France, que

les meilleurs écrivains ou penseurs francophones africains ou antillais, Alain Mabanckou, Achille Membé par exemple, Edouard Glissant avant sa mort, Dany Laferrière ou Maryse Condé aujourd'hui, trouvent emploi et refuge. Ne faut-il pas, de toute façon et dès lors, s'arranger et composer avec plus puissants que nous ? Le modèle français semble avoir fait son temps.

Et ce n'est pas l'Europe, dans son état actuel qui nous aidera beaucoup. En faire partie présente des avantages incontestables. Arrimé à la puissance économique allemande, l'euro maintient son pouvoir d'achat et nous permet de voyager à bas coût dans les régions du monde économiquement plus faibles, raison pour laquelle nous y sommes attachés. Surtout, ce même arrimage nous permet d'emprunter à des taux d'intérêt faibles, voire négatifs et de combler ainsi, au moins pour l'instant, nos déficits. Mais il n'est pas sûr que les inconvénients ne l'emportent pas sur les avantages.

La France, soucieuse de s'abriter derrière la puissance du mark a commis la bêtise d'imposer aux Allemands que l'euro devienne la monnaie unique des Etats européens qui l'acceptaient, et non simplement monnaie commune. Une monnaie commune qui aurait servi à régler les échanges extérieurs en laissant les monnaies nationales avoir cours au sein des Etats. Du coup, nous nous retrouvons privés de toute souveraineté monétaire. A la différence des Etats-Unis, du Royaume Uni et de la quasi-totalité des Etats du monde, nous n'avons plus aucun droit d'émettre de la monnaie publique, ce qui ne facilite pas le financement de nos administrations. Privés de la possibilité de dévaluer, et astreints à la règle absurde d'un déficit budgétaire limité à 3 %, nous en sommes réduits, comme tous les pays de l'Europe du Sud, traditionnellement inflationnistes, à pratiquer une dévaluation interne permanente, autrement dit à devoir mettre en œuvre systématiquement des politiques d'austérité. Ou à laisser croire à la Commission européenne que nous allons le faire. Seul le poids politique et militaire dont jouit encore un peu la France nous permet de bénéficier d'un léger régime de faveur et de retarder l'échéance. Pour combien de temps ? Par ailleurs, la doctrine hégémonique en Europe, imposée par l'Allemagne et l'Europe du nord, dans le sillage conjoint du néolibéralisme anglo-saxon et de l'ordo-libéralisme allemand, est celle de la « libre concurrence non faussée ». Elle conduit à la destruction de la logique du service public à laquelle les Français sont pourtant si attachés.

Enfin, tout le monde voit bien que la règle de l'unanimité qui régit les rapports entre les vingt-sept Etats membres de l'Union européenne, et qui donne autant de poids à Malte, par exemple, pour les votes décisifs, qu'à la

France ou à l'Espagne, conduit l'Europe à l'impuissance structurelle. Elle ne peut rien, ou presque, contre les paradis fiscaux et le pouvoir des Gafam, rien contre le terrorisme islamiste, rien face à la Chine ou aux Etats-Unis - qui s'arrogent le droit de faire justice contre les tribunaux européens -, et même rien, en Europe, ou presque, contre les Etats membres qui sont en proie au pouvoir des maffias ou qui dérivent vers des pratiques néo-fascisantes en menaçant la liberté d'opinion, la protection des minorités et le pluralisme politique.

Tout ceci est bien connu de tous, mais à peu près jamais évoqué dans les campagnes électorales, même lors des élections européennes ! La raison n'en est pas trop mystérieuse même si elle n'est jamais dite. Elle est que tout le monde redoute que celui qui voudrait s'affranchir des normes européennes n'encoure des dégâts pires encore que ceux qu'il subit. On préfère donc ne rien dire et faire comme si de rien n'était.

#### *Et sur la question de la démocratie*

Nous touchons ici au point décisif. C'est avant tout pour aider à bien le prendre en compte que je me suis décidé à rédiger cet ersatz de discours de candidat à l'élection présidentielle de 2022. Ce dont il nous faut prendre conscience c'est que la forme actuelle de la mondialisation et de l'Union européenne est extrêmement problématique, tant pour l'avenir de la France que pour celui du monde mais que nous n'avons pas a priori les moyens de nous y soustraire et de ne pas jouer leur jeu. Ou bien, très difficilement, et à la marge, en avançant le plus finement possible.

Qu'est-ce qui est problématique dans la globalisation néolibérale, dont beaucoup diront pourtant à juste titre qu'elle a permis l'enrichissement de nombre de pays autrefois très pauvres et arriérés ? Trois choses essentielles, au minimum, étroitement liées. La première est qu'en lançant tous les Etats du monde dans une course effrénée à la croissance la plus forte possible elle accélère la dégradation de ce qui subsiste de notre environnement naturel et interdit toute lutte un peu sérieuse contre le réchauffement climatique. Nous mesurons déjà les catastrophes qu'il va entraîner, même si nous ne voyons pas encore arriver les dizaines, puis les centaines de millions de réfugiés climatiques qu'il va forcer à quitter leur pays.

La deuxième, tout le monde le perçoit déjà clairement, au contraire, c'est qu'elle favorise l'enrichissement vertigineux d'une poignée de multimilliardaires dont une trentaine possède à elle seule autant que les

quatre milliards d'humains les moins fortunés, et échappe à tout contrôle politique ou moral. Et alors, dira-t-on peut-être ? Où est le problème ? Le problème est que tout cet argent vient en soustraction des impôts qui permettraient de financer les hôpitaux, la justice, la police, l'enseignement, etc. Il est largement le résultat de la rente spéculative sans laquelle on ne pourrait pas obtenir un rendement de 15 % sur le capital investi dans des économies dont le taux de croissance est proche de zéro ou juste un peu supérieur. Il est que ces inégalités vertigineuses qui vont de pair avec la stagnation ou la baisse du pouvoir d'achat des classes moyennes et avec la dégradation de la qualité des services publics, minent l'adhésion aux valeurs démocratiques, ce qui laisse présager des lendemains bien sombres.

Voici, en effet, le troisième problème, celui de l'érosion des valeurs démocratiques. J'entends bien que beaucoup en France ne s'en soucient guère parce qu'ils croient de moins en moins que notre pays, comme les autres pays occidentaux, soit réellement démocratique. Je peux les comprendre. Nos institutions démocratiques sont en effet largement à bout de souffle. Elles ont un fort besoin de ravalement. Mais je m'adresse à eux, aux gilets jaunes, par exemple, où à nombre de ceux qui vivent dans les « quartiers » pour leur poser cette simple question : est-ce seulement la nature démocratique de la France que vous mettez en doute, ou est-ce l'idéal démocratique lui-même ? Si c'est l'idéal démocratique lui-même que vous répudiez, je ne vois pas comment on pourrait vous suivre. Partout dans le monde on voit se multiplier et se durcir les dictatures. Partout on voit des révoltes tenter de les renverser. Songez à toutes les formes de printemps arabes, en Egypte, au Soudan, en Lybie, en Tunisie, en Algérie avec le *hirak*, rappelez-vous la place Taksim en Turquie, la place Maïdan en Ukraine, les tentatives désespérées de Hongkong pour préserver son autonomie, etc. Partout, c'est au nom des principes démocratiques de base et de l'espoir qu'ils cristallisent qu'on redresse la tête. Ce qu'on demande c'est la liberté d'opinion, la liberté de la presse, le pluralisme des partis, des élections libres, le respect des droits de l'homme, autrement dit le droit à une justice équitable.

Le drame du monde actuel c'est que toutes ces révoltes démocratiques échouent, ou, pire, qu'elles amènent au pouvoir des dictateurs encore plus redoutables que ceux qui ont été renversés. Et cette gangrène gagne même le monde dit libre. Il s'en est fallu de peu que Donald Trump ne soit réélu aux Etats-Unis. Je n'ignore pas que certains d'entre vous ont pu avoir de la sympathie pour lui, justement parce qu'il moquait le discours bien-pensant des élites démocratiques en place. Mais que penser de quelqu'un qui change d'avis au gré du vent, qui ne respecte aucun de ses engagements, qui se fait

gloire de ne pas payer ses impôts, qui se moque comme d'une guigne du réchauffement climatique, et, pire, qui refuse de reconnaître qu'il a perdu les élections et appelle ses partisans à marcher sur le Parlement ? Ce n'est pas Poutine, qui a les moyens de faire assassiner tous ses opposants ou de leur interdire de se présenter aux élections, mais la pente est la même.

Je résume : la démocratie est fortement sclérosée en occident. Les peuples ne se sentent plus ou mal représentés et n'ont plus confiance dans leurs politiciens professionnels. Mais elle laisse la place partout dans le monde à de terribles dictatures. Il nous faut donc essayer de sauver ce qui peut l'être de nos libertés. Et c'est là où se pose à nouveau la question de l'Europe. Nous protège-t-elle contre le retour des despotismes ? Permet-elle de sauvegarder la démocratie ? Oui, pour l'instant, mais en raison de sa faiblesse politique congénitale et de son incapacité à s'opposer à la mondialisation du capitalisme rentier et spéculatif, il n'est pas sûr qu'elle puisse le faire longtemps.

Pour le dire en une phrase : nous sommes pris dans un double cercle vicieux, celui de la mondialisation néolibérale et celui de l'Europe. Pour que notre économie ne s'effondre pas, pour pouvoir continuer à emprunter sur les marchés financiers et avoir de quoi payer nos fonctionnaires et nos retraites il nous faut jouer le jeu du marché mondial et de l'Europe, et aller toujours plus vite, produire toujours plus pour toujours moins cher afin de simplement garder notre place. Mais à ce jeu, nous allons nous retrouver de plus en plus perdants. Toutefois, si nous ne le jouons pas, nous perdrons encore plus. Pour sortir de ce double cercle vicieux, pour desserrer le nœud coulant, il faut à la fois savoir ce que nous voulons et être conscient du problème que je viens d'exposer.

Ce que nous voulons peut se formuler assez simplement : tous, ou presque, nous souhaitons vivre dans une société française ayant retrouvé une forme d'unité, une France le plus possible maîtresse de son destin, capable de mener la lutte contre le réchauffement climatique dans le cadre d'une démocratie restaurée et d'une Europe revivifiée. Une France, plus juste et plus égale, non pas recroquevillée sur elle-même mais capable, au contraire, d'aider tous ceux qui sur notre planète entendent mener le même combat à la fois environnemental et démocratique, et retrouver sa grandeur à ce titre. Pour y arriver, la voie est étroite. Mais nous n'avons pas d'autre choix sensé à faire que de tenter de l'emprunter.

Je voudrais maintenant vous dire très brièvement pourquoi les

programmes défendus par les partis politiques en lice ne me semblent pas à la hauteur de ces enjeux, quels que puissent être leurs mérites respectifs par ailleurs. Après, sans vous infliger un catalogue de toutes les réformes à entreprendre, j'en indiquerai une quinzaine dont l'adoption me semble susceptible d'aider à sortir de nos impasses et des cercles vicieux que je viens de décrire.

## **Ce qui ne va pas dans l'offre politique actuelle**

Si l'abstention monte sans cesse, si les Français vont de moins en moins voter, c'est parce qu'ils ont le sentiment que les élus ne tiennent de toute façon pas leurs promesses, peut-être par impuissance à le faire. C'est aussi parce que ce que les candidats leur proposent ne leur parle pas. Je ne veux pas ici comparer leurs programmes respectifs. Ils n'en ont de toute façon pas toujours de bien clairs, sans compter que souvent les mêmes propositions peuvent être défendues par les uns ou les autres selon qu'ils sont au pouvoir ou dans l'opposition, et au gré des sondages. Non, je voudrais juste mettre en lumière ce qui ne va pas dans leurs postures respectives si on se situe dans l'optique que j'ai essayé d'expliquer. La domination mondiale du néolibéralisme entraîne des effets différents selon les pays. En France elle produit le sentiment d'une fracture de la société ressentie plus douloureusement qu'ailleurs parce que les Français, profondément divisés entre eux, ont toujours été à la recherche d'une volonté générale. Ils demandent à l'Etat d'exprimer et de représenter leur unité. Par nature, les différents partis politiques qui s'affrontent parlent au nom de catégories sociales et d'intérêts différents. L'opposition de la droite et de la gauche synthétise cette diversité légitime des intérêts catégoriels. Mais dans la situation actuelle où l'enjeu premier est de savoir comment s'opposer au capitalisme rentier et spéculatif, au néolibéralisme, avec des moyens limités et des chances de succès incertaines, il faut aussi viser à rassembler de la manière la plus large possible en parlant tant aux globalisés et aux intégrés qu'aux ségrégués et aux périphériques.

### *Le Rassemblement national*

Quelques mots pour commencer sur le Rassemblement national et Marine Le Pen. Celle-ci, en rebaptisant le Front national a en partie réussi son pari de dédramatisation. Son père était radicalement antigauilliste, elle se ferait maintenant presque passer, elle, pour un successeur de de Gaulle,

comme d'ailleurs son allié occasionnel Dupont-Aignan. A la différence d'un Eric Zemmour ou de sa nièce Marion Maréchal-Le Pen, elle ne s'en prend plus directement aux musulmans, mais seulement à l'islamisme radical. Après s'être montrée hostile à l'Union européenne et à l'euro, et être apparue peu à l'aise sur les questions de politique économique, elle entend désormais s'acheter une respectabilité en affirmant que la dette creusée par la pandémie de covid doit être remboursée au centime près. Elle s'affiche donc comme à la fois néolibérale, populiste et nationaliste. La chose est intrinsèquement contradictoire mais de plus en plus souvent payante en termes électoraux, comme le montrent les exemples de Bolsonaro au Brésil, Boris Johnson au Royaume Uni, Donald Trump aux Etats Unis ou Viktor Orbán en Hongrie, entre autres.

La seule marque réellement distinctive qui lui reste, et encore, c'est l'hostilité radicale à toutes les formes d'immigration. Mais le ravalement de façade opéré ne suffira pas à la faire apparaître comme une possible sauveuse gaullienne de la nation. Le personnel qui l'entoure, peu compétent dans l'ensemble, montre encore de fâcheux relents de racisme, d'autoritarisme et d'antisémitisme. Son alliance avec les extrêmes-droite européennes augure mal du respect qu'elle pourrait avoir pour la démocratie et la liberté de la presse si elle parvenait au pouvoir. Et d'autant moins qu'elle est soutenue par la Russie de Poutine, au moins financièrement et médiatiquement, et que le soutien qu'elle apporte à un Donald Trump atteste qu'elle n'hésiterait pas à appeler ses troupes à marcher sur le parlement si elle en avait les moyens. Elle veut *make France great again*. Pourquoi pas ? Mais c'est d'une France qui soit grande demain, pas seulement économiquement ou militairement mais aussi moralement, dont nous avons besoin, pas de la France d'hier et encore moins d'avant-hier, une France purifiée de tous ses éléments allogènes, éventuellement avec l'aide de la police, voire de l'armée.

### *Les Républicains*

Il devient, ensuite, difficile de parler de la Droite et des Républicains puisqu'on ne sait plus trop ce qu'il en reste malgré ses succès aux dernières élections régionales et départementales. Ses deux champions les mieux placés à l'heure où j'écris ces lignes, Xavier Bertrand et Valérie Pécresse, ont quitté le parti depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Xavier Bertrand veut s'afficher gaulliste social, mais, comme Laurent Wauquiez, resté, lui, chez Les Républicains, il s'est lancé dans une surenchère sur la sécurité avec Marine Le Pen. A vrai dire, on ne voit plus très bien quelle différence de fond il subsisterait entre une Marine Le Pen qui aurait réussi pleinement sa

dédiabolisation et une droite se disant encore vaguement héritière de de Gaulle mais qui fait tout pour séduire l'électorat de Marine Le Pen. En tout état de cause les appels au renforcement de la police et de l'appareil sécuritaire sont difficilement audibles de la part des anciens ministres de Sarkozy, qu'ont été ces trois candidats potentiels de la droite. Rappelons-nous qu'entre autres catastrophes (je pense notamment à l'intervention militaire en Lybie) c'est sous Sarkozy et à sa demande qu'ont été supprimés la police de proximité, seule à même de réconcilier ceux que j'ai appelés les ségrégués avec la République, et diminués massivement les effectifs de la police.

En dehors de la surenchère à la sécurité et à la lutte contre l'immigration, le seul marqueur clair de ce qui reste de la Droite classique c'est l'insistance sur la nécessité de diminuer les déficits en se débarrassant de « l'assistanat » et de rembourser les dettes de la France. Ce qui, selon toute vraisemblance, mécaniquement, implique une restriction significative du nombre des fonctionnaires (voilà qui ne plaira pas aux gilets jaunes), une limitation des salaires et une augmentation des impôts. Bref, tout ce qu'il faut pour casser à la racine toute possibilité de reprise de la croissance. Je ne veux pas dire par là que la question de la dette ne se pose pas, mais si c'est pour la régler plus ou moins de la manière qui a été imposée à la Grèce, ça ne marchera pas. L'important est de savoir de quelles marges de manœuvre nous disposons. Ce qui passe, entre autres, par une reconsidération de notre rapport à l'Europe et par la possibilité de récupérer une certaine forme de souveraineté monétaire.

### *Emmanuel Macron*

Le vainqueur le plus probable de la prochaine élection présidentielle est l'actuel président en exercice. Emmanuel Macron dispose de beaucoup d'atouts. Il est jeune, il aime à séduire et à tenter de convaincre, il est intelligent, il parle bien, il représente avec élégance et conviction la France à l'étranger (mieux que ses prédécesseurs). Par son seul charisme il pallie l'absence d'un parti dont il puisse se réclamer. La République en marche, en effet, n'existe que par lui, et pour lui. Elle ne représente rien sans lui. Ou plutôt, elle n'existe, comme Macron lui-même et à sa suite, qu'en se proclamant et de droite et de gauche pour tenter de prospérer sur le terrain de la détestation ou du découragement qu'ont inspiré la droite et la gauche classiques. Je disais que face à la mondialisation néolibérale et à l'Europe nous n'avons que très peu de marges de manœuvre et qu'il nous faut jouer au plus fin.

On aurait pu penser au début que Macron serait justement celui qui saurait le faire, en surfant sur la vague de la mondialisation pour permettre à la France de renouer avec sa tradition (il a un certain sens de son histoire) et son être profond. Surfer sur la mondialisation néolibérale, cela voudrait dire desserrer peu à peu le carcan néolibéral, lutter contre l'explosion des inégalités et sauver ce qui peut l'être du Service public (en le rénovant) sans se faire anéantir par les marchés. Mais ce n'est manifestement pas le choix d'Emmanuel Macron. Son choix est bien plutôt de suivre les marchés et d'adapter radicalement la France au jeu néolibéral en tentant de la convertir en une *start-up nation*. Plutôt que de lutter contre l'explosion des inégalités il entend favoriser les premiers de cordée en misant tout sur un bien improbable effet de ruissellement (*trickle down effect*). Le pari est que plus les riches seront riches, plus tous les autres s'enrichiront. Ça n'a jamais marché ainsi nulle part. Plus les très riches s'enrichissent et plus ils deviennent encore plus riches, la chose est sûre. Mais les autres parviennent au mieux à maintenir leur position en en faisant toujours plus.

Ce choix accroît drastiquement les fractures françaises en ajoutant aux privilèges accordés aux plus riches une verticalisation revendiquée, « jupitérienne » du pouvoir. Ce qui renforce la propension française au monarchisme (un seul décide de tout) et à l'élitisme, et va de pair avec une diminution du rôle des associations et l'affaiblissement des municipalités. Macron peut se targuer, et ne s'en prive pas, d'avoir attiré des capitaux étrangers en France, et d'avoir ainsi créé des emplois. Mais si c'est pour faire passer des entreprises françaises sous contrôle étranger et ne créer des emplois qu'en en détruisant d'autres (qu'on pense à l'exemple d'Amazon), le jeu n'en vaut pas nécessairement la chandelle.

Au bout du compte les seules réformes pleinement abouties et emblématiques à mettre au compte d'Emmanuel Macron, outre la réforme du code travail, ont été à ce jour la création des « cars » Macron, quand il était ministre de l'économie (je reviendrai sur la suppression de l'ENA) et la suppression de la taxe d'habitation. Les cars Macron ne marchent pas. Ils ont été créés pour supprimer des petites lignes de chemins de fer qu'il faut maintenant réouvrir. Et la suppression de la taxe d'habitation enlève encore plus de moyens et de pouvoir de décision aux communes. Enfin, quand on entend Gérard Darmanin critiquer Marine Le Pen pour sa mollesse, il est permis de se demander si Macron serait vraiment un bon bouclier contre la droite extrême.

## *Le parti socialiste*

Le parti socialiste quant à lui a beaucoup à se faire pardonner. Longtemps il a incarné la gauche raisonnable, celle qui s'accommodait plus ou moins de la logique du marché capitaliste tout en lui imposant des normes de redistribution profitant aux moins bien lotis. Il existe de multiples définitions de la gauche. La plus solide est celle qui pose que se classent à gauche ceux qui à un moment donné sont toujours plus favorables à davantage d'égalité que ceux qui se classent à droite. Ou encore, la gauche est censée défendre au premier chef les intérêts des classes populaires. Or, avant même l'élection de François Hollande, le parti socialiste s'est largement désinvesti de ce rôle pour privilégier les combats sociétaux – l'antiracisme, la parité hommes/femmes, la PMA, etc. - qui lui semblaient électoralement plus payants. Il a ainsi aidé puissamment au ralliement d'une partie de ses anciens électeurs au Front national.

Le quinquennat de François Hollande a ajouté à ce choix du sociétal l'abandon de toute tentative de lutter contre l'hégémonie du capitalisme rentier et spéculatif. La finance n'a été son ennemi que l'espace d'un soir de campagne électorale. Et dès le lendemain de son élection il est allé à Berlin signifier qu'il n'avait aucune intention de changer quoi que ce soit au fonctionnement des institutions européennes. A la fin de son quinquennat, à l'instigation d'Emmanuel Macron qui était son ministre de l'Économie, il a impulsé avec la loi El-Khomri une réforme du code du travail d'inspiration néolibérale.

Sa seule autre réforme d'importance a été le regroupement des anciennes régions passées de vingt-trois à treize. Cette réforme lancée sans aucune concertation ou préparation, sortie un beau matin du cerveau de F. Hollande tout seul, était censée donner aux nouvelles régions un poids politique et économique comparable à celui des Länder allemands, et permettre de faire des économies. On est très loin du compte. La prise de poids n'est pas au rendez-vous et il semble bien que la réforme ait créé beaucoup plus de gaspillages et de double-emplois que d'économies.

Tout le monde sait bien que la mille-feuille administrative française est redoutablement complexe, qu'il nourrit une caste politico-administrative obèse et très onéreuse par rapport à nos voisins. Mais il n'est pas réformable dans l'improvisation. Ayant perdu une bonne part de son identité, le parti socialiste essaie de se refaire une santé en s'emparant de thèmes écologiques et en s'alliant avec les Verts. Mais il est probable qu'ici aussi les électeurs préféreront l'original à la copie.

### *La France Insoumise*

Un peu comme dans le cas de la République en marche, et même si elle compte beaucoup plus de militants dévoués et convaincus, la France insoumise existe principalement à travers son chef. Prônant avec force une démocratie radicale elle entre en contradiction permanente avec elle-même puisqu'elle ne tient vraiment que par le charisme de son chef, Jean-Luc Mélenchon, qui, comme Macron (et comme Marine Le Pen au Rassemblement national), prend seul toutes les décisions importantes. De son propre aveu, la structure du pouvoir dans ce parti est à l'état « gazeux », ce qui est une autre manière de dire qu'elle devrait être en principe totalement horizontale et hostile à la verticalité, mais qu'elle est en réalité totalement verticale.

Jean-Luc Mélenchon a de la culture et le sens de la formule qui fait mouche. Il a le mérite de connaître et de rappeler l'histoire de France en s'identifiant au plus haut point à la Révolution française, notamment dans son moment Robespierrieste, pas le plus pacifique. Il parle du point de vue des classes populaires et exprime nombre de leurs préoccupations en y incluant les enfants de l'immigration et les victimes du racisme. Très tôt il a été sensibilisé aux défis environnementaux et il les exprime avec force et, semble-t-il, sincérité. Le revers de la médaille c'est qu'il ne suffit pas d'être hostile au néolibéralisme et au capitalisme rentier, encore faut-il savoir comment ruser avec lui dès lors qu'on n'a pas la force suffisante pour le défier avec succès. La même chose est vraie de son rapport à l'Europe. Tonitruant au départ, mais des plus incertains aujourd'hui.

Enfin, le problème de la France insoumise est en même temps ce qui constitue son atout, la personne même de Jean-Luc Mélenchon. Celui-ci se portraiture au mieux en se présentant comme « le bruit et la fureur ». Il sait porter et dire la haine des classes populaire envers des élites qui les ignorent ou les toisent de haut. Mais il ne saura sûrement pas porter le besoin d'apaisement et de réconciliation dont notre société a aussi tant besoin. Il ne veut déjà pas aider à une union de la gauche (c'est un euphémisme. Il fait tout pour la rendre impossible). Et, surtout, son refus de se désolidariser de la dictature de Nicolás Maduro au Venezuela, qui a forcé des millions de Vénézuéliens à fuir leur pays pour échapper à la misère et à la répression, n'a rien qui puisse rassurer quant à la solidité de ses sentiments démocratiques. Sans parler de son soutien guère dit mais non démenti à la Russie de Poutine et à la Chine de Xi Jinping, bien connues pour la liberté d'expression qui y règne

## *Europe Ecologie-Les Verts*

J'ai choisi de parler en dernier d'Europe Ecologie les Verts parce qu'il est actuellement le parti le plus porteur d'un espoir de renouveau de la politique française. Il a le mérite d'être le seul à prendre réellement au sérieux ce qui représente le défi mondial le plus pressant aujourd'hui, la lutte contre le réchauffement climatique (qui résume et condense tous les autres enjeux environnementaux). Les autres partis se sont lancés beaucoup plus tard sur cette question et ne l'évoquent que de manière largement rhétorique pour la plupart. Pour ce qui me concerne je crois être en large accord avec les Verts sur ce plan même si, je l'avoue, ma religion n'est pas pleinement faite sur le nucléaire (à quel rythme doit-on en sortir ?), sur la place à accorder aux éoliennes (très importante, apparemment) ou à l'hydrogène.

Il n'y a pas ici de solution miracle, et, comme le montrent les militants-experts de l'association NègaWatt, la plus importante source d'énergie propre et renouvelable aujourd'hui réside dans les watts qu'on ne dépense pas, en particulier grâce à l'isolation thermique. Reste à ne pas imposer aux classes populaires, qui sont déjà au taquet, des dépenses qu'elles ne pourraient pas assumer. Il y a bien dans une politique énergétique verte résolue un ressort pour la croissance et la résorption du chômage. Mais comment sera-t-elle financée ? En faisant une croix sur la réduction de la dette ? Par un endettement supplémentaire ?

Si j'ai insisté sur la nécessité de ne pas imposer aux classes les plus pauvres des dépenses guère supportables c'est parce que les Verts n'ont pas encore produit un discours qui parle à tous. Ils s'adressent aux jeunes des grandes villes, globalisés conscients ou intégrés, à une partie des périphériques volontaires (ceux qui ont choisi de vivre dans les marges), pas aux autres. Plus proches des *Fundis* allemands, les écologistes radicaux et radicalement de gauche, que des *Realos* (les réalistes) qui ont su gagner des majorités électorales en acceptant des alliances avec la droite, ils sont en permanence menacés par des formes de sectarisme juvénile. Ils ont montré qu'ils pouvaient gagner des élections dans des grandes villes en affichant leur radicalité, mais ils ne gagneront pas l'élection présidentielle, et, surtout, ce qui est plus grave, ils ne seront pas en mesure de réconcilier les Français entre eux et avec eux-mêmes en interdisant tout à trac le passage du Tour de France, les sapins de Noël ou en stigmatisant les *boomers*, les gens de plus de soixante ans (ma génération, c'est vache...), etc.

Au parti socialiste ils ont emprunté en l'amplifiant la focalisation sur les enjeux sociétaux, pas spécialement l'antiracisme (sous-traité à la France Insoumise) mais le féminisme radical, la dénonciation du machisme, la lutte contre l'homophobie, tous les combats LGBTQ+, etc. Pourquoi pas ? si c'est

toutes proportions et toute raison-gardées. La logique même de la démocratie est de s'opposer à toutes les oppressions, à toutes les dominations, et d'appeler à s'en émanciper. Il faut donc être radical. Mais si l'on ne veut pas que toutes ces dynamiques d'émancipation, en se concurrençant et en basculant dans la surenchère, n'alimentent de terribles réactions en retour – machistes, racistes, fascistes –, il faut savoir être aussi *radicalement modérantiste*, sensible à la complexité du monde social et historique. Et ne pas prétendre pouvoir se mettre en surplomb de l'histoire humaine et position de trancher à coup sûr sur le bien et le mal, le juste et l'injuste. Plus concrètement, on ne sait pas ce que les écologistes pensent du marché (c'est bien ? c'est mal ?), ni de la place de la France dans le monde et en Europe.

Mes chers concitoyens, je viens de vous expliquer tout ce qui ne me convient pas dans les propositions des partis politiques qui sollicitent vos suffrages. Et je suis convaincu que la majorité de ceux d'entre vous qui m'auront lu seront assez largement d'accord avec moi. Mais je suis tout autant persuadé qu'à juste titre ils se diront : et lui, qu'est-ce qu'il a à proposer ? Pour être franc, je n'en sais trop rien, mais je voudrais essayer maintenant de tester avec vous, dans le fil de ce que je viens d'expliquer jusqu'ici, quelques propositions qui pourraient nous permettre d'amorcer des bifurcations significatives pour commencer à sortir du champ du débat politique institué dont nous voyons tous qu'il tourne en rond et nous enferme dans des impasses.

## **Bifurquer. Quelques mesures basculantes**

Soyons clairs, je n'ai aucune certitude sur ce que nous devrions faire. Et je suis bien persuadé que ce que je vous ai exposé jusqu'à présent aurait pu être formulé très différemment et qu'il y manque énormément de choses. C'est encore plus vrai de ce que je vais développer maintenant, qui n'est pas l'exposé d'un programme (je vous rappelle que je ne suis candidat à rien).

A vrai dire, je n'ai qu'une conviction profonde. Je l'ai déjà dite mais je la redis encore. Elle est que le plus grand danger qui menace l'espèce humaine aujourd'hui c'est la domination mondiale d'un capitalisme rentier et spéculatif et de l'idéologie néolibérale qui le légitime. Tous les autres périls en procèdent ou sont structurés par lui. Contre ce danger-là, il est urgent de

rassembler tous ceux qui en sont directement et d'ores et déjà victimes. Sans doute pas les 99 % contre les 1 % comme on disait dans le mouvement *Occupy Wall Street* en 2011, à l'instigation de mes amis Michael Hudson et feu David Graeber, mais au moins les 80 ou 90 % contre les 20 ou 10 %.

Au regard de ce combat-là, tous les autres sont non pas sans importance ou secondaires, mais seconds. Et il peut, il devrait réunir à peu près toutes les catégories sociales que j'ai distinguées jusqu'ici, y compris une partie des chefs d'entreprise, et une partie des globalisés qui, pourtant, se retrouvent gagnants dans cette mondialisation néolibérale. Nous avons donc urgemment besoin d'un discours et d'un ensemble de propositions politiques qui s'adressent plutôt à l'ensemble des Français qu'à telle catégorie particulière.

Je suis loin de pouvoir vous présenter un tel programme *in extenso* et parfaitement bouclé. Ce n'est nullement mon objectif. Vous en trouverez de nombreux éléments dans le *Second Manifeste convivialiste*<sup>1</sup>, qui a d'ores et déjà un écho mondial et dans un petit livre qui réunit les propositions d'une centaine d'experts alternatifs, *Eléments d'une politique convivialiste*<sup>2</sup>. Mais je voudrais essayer d'aller ici un peu plus loin en présentant ce que Michel Rocard appelait des *mesures basculantes*, autrement dit des mesures comme le RMI ou la CSG, telles qu'avant leur adoption personne ne pense qu'elles sont possibles, réalisables ou envisageables, mais qui une fois adoptées, apparaissent si évidentes que nul ne songe à faire machine arrière et à les abolir.

Qu'est ce qui pourrait faire basculer la société française, la faire bifurquer d'une trajectoire qui ne lui réussit guère ? J'ai là-dessus quelques idées assez affirmées, mais je dois vous confesser tout de suite que je n'en ai aucune d'assurée sur les deux sujets qui mobilisent le plus les Français aujourd'hui ; les questions relatives à l'immigration et à la sécurité.

C'est, très largement, parce qu'elle ne sait pas quoi en dire que la Gauche est devenue inaudible alors que, paradoxalement, lorsqu'on interroge les Français sur ce qu'ils souhaitent, ce sont à 75 % les valeurs ou les projets de gauche qui arrivent en tête de leurs choix. Mais tout se passe comme si on n'avait pas confiance dans la gauche pour mener à bien les projets de gauche, et qu'on croyait, en quelque sorte, que la droite serait

---

<sup>1</sup> *Second manifeste convivialiste. Pour un monde post-néolibéral*, Actes sud, 2020. Ce manifeste a été signé par près de trois cents personnalités intellectuelles et activistes de trente-trois pays différents.

<sup>2</sup> Les convivialistes/Alain Caillé, *Eléments d'une politique convivialiste*, Le Bord de l'eau, 2016.

mieux outillée qu'elle pour cela ! J'esquisserai deux ou trois pistes de réflexion sur les questions de l'immigration et de la sécurité à la fin de mon discours de candidat qui n'est pas candidat, mais il y a beaucoup d'autres choses à développer avant d'en arriver là<sup>3</sup>.

### *Rompre avec l'élitisme à la française*

La France est un pays singulier à nombre d'égards. Il existe bien quelque chose comme ce qu'on a appelé l'exception française. Elle touche à de nombreux domaines. A la gastronomie, par exemple, avec le *French Paradox* qui permet aux Français d'être en partie protégés du cholestérol en mangeant gras et en buvant du vin. Mais la racine de l'exception française réside dans un mélange détonnant d'aristocratie monarchique, d'un côté, et d'égalitarisme sans-culottiste, de l'autre. D'absolu conservatisme et de révolutionnarisme endémique. La France est par certains côtés extrêmement hiérarchique. Chacun entend tenir son rang et jouir de certains privilèges. Mais, symétriquement, tous aspirent à une égalité absolue. Lorsque ces deux passions se combinent à peu près harmonieusement, la passion de l'excellence et celle de l'égalité, tout va plutôt bien, voire très bien parfois. Mais tout commence à dysfonctionner sérieusement lorsque les hiérarchies se figent et se durcissent. On voit alors se former une cascade de morgue et de mépris qui ruisselle du haut vers le bas, et, à l'inverse, une accumulation de haine et de rancœur qui remonte du bas vers le haut. Au-delà de la taxe imbécile (parce que non socialement calibrée) sur les carburants, c'est cette double circulation de mépris et de haine qui explique l'intensité et la durée du mouvement des gilets jaunes.

Car les hiérarchies françaises sont bel et bien figées désormais, et d'autant plus insupportables que nos « élites » dirigeantes sont devenues doublement problématiques. D'une part, elles sont numériquement très restreintes. Un observateur américain, parfait connaisseur de la société française, a fait observer qu'elles sortent presque toutes de quatre ou cinq classes préparatoires parisiennes. Et, d'autre part, je l'ai déjà dit, elles privilégient désormais systématiquement le souci de leur carrière privée (et les émoluments afférents) au détriment du service de l'Etat.

Cette ossification de nos hiérarchies tient à deux phénomènes étroitement liés : la monarchisation croissante de la fonction présidentielle et la domination toujours plus forte du système des grandes Ecoles sur

---

<sup>3</sup> Pour des raisons de commodité et de lisibilité je désigne par les lettres *A*, *B*, *C*, etc... les différentes mesures que je sou mets à votre réflexion.

l'Université. C'est à ces deux dérèglements - très spécifiques à la France - qu'il faut s'attaquer en priorité.

Le président de la République française, de plus en plus, se vit et est vécu comme un monarque à peu près absolu durant toute la période de son mandat. Tout remonte à lui, tout repart de lui. Ce n'est pas malsain seulement parce cette monopolisation du pouvoir prive toutes les autres instances politiques, Parlement, Conseil économique et sociales, syndicats ou grands réseaux associatifs de toute capacité d'action et de réflexion effective. C'est malsain également parce que comme il est clair, que le seul pouvoir d'agir effectif est celui du président, toute la vie politique française est intégralement polarisée durant cinq ans sur le seul moment de l'élection présidentielle. Rien d'autre ne fait vraiment sens.

A. Pour remédier à ces défauts une première mesure, applicable dès l'élection d'avril 2022 pourrait être que les candidats à l'élection présidentielle et les partis qui les soutiennent s'engagent à mettre en œuvre un processus citoyen permettant d'élaborer une nouvelle constitution. Celle-ci ne pourra pas être le fruit uniquement d'une majorité parlementaire (d'ailleurs très incertaine pour 2022), sauf à apparaître d'emblée suspecte, illégitime, et à renforcer la défiance. Seule une *Assemblée citoyenne constituante* chargée de cette tâche, suffisamment représentative de la diversité française<sup>4</sup>, échappant au jeu politique immédiat et élargissant le débat à toute la société, aura la légitimité suffisante pour que la constitution nouvelle puisse faire renaître un espoir et un élan partagés. Nous en avons un besoin impérieux et quasiment vital. Discutée par les citoyens et par le Parlement, cette nouvelle constitution, - qui devra tirer les leçons des faiblesses croisées de la 4ème et de la 5ème Républiques<sup>5</sup>, autrement dit l'instabilité gouvernementale chronique ou au contraire le monarchisme -, sera soumise à l'approbation du parlement. Si celle-ci n'était pas acquise, un référendum serait organisé de plein droit sur le projet issu des travaux de l'Assemblée citoyenne<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> Pour éviter la lassitude électorale et les ravages de l'abstention, plutôt que d'organiser encore un nouveau scrutin il sera très vraisemblablement préférable de recourir au tirage au sort et de faire en sorte que les habitants des « quartiers » ou les gilets jaunes s'y sentent pleinement représentés.

<sup>5</sup> Les membres de cette Assemblée citoyenne constituante seront évidemment aidés dans leurs réflexions par des experts, spécialistes du droit constitutionnel, politologues, historiens, sociologues, etc.

<sup>6</sup> J'emprunte cette idée et sa formulation (qui font écho au processus actuellement en cours au Chili) au sociologue François Dubet.

B. Dans le même ordre d'idée, cette assemblée constituante pourrait décider que chaque année soient convoquées une ou deux conventions citoyennes qui auront à se prononcer, après consultation des experts, sur trois sujets jugés prioritaires par le Conseil économique et social. Ces conventions seraient dotées du pouvoir de provoquer un référendum si les deux-tiers de leurs membres jugent que le gouvernement et le Parlement adoptent des décisions contraires à leur avis. Le Conseil économique et social aura à charge d'aider à fournir l'expertise nécessaire. Le travail de ces conventions devra bénéficier d'une ample couverture médiatique. On peut très bien imaginer que des conventions de même type soient réunies aux niveaux de la région, des départements et, pourquoi pas, des communes. Avec, là aussi, une bonne couverture médiatique.

Une telle mesure, qui fait écho à la demande des gilets jaunes d'instituer un référendum d'initiative populaire pourrait faire beaucoup, j'en suis sûr, pour réconcilier les citoyens avec la démocratie. Elle lui redonnerait de la vie et du souffle.

Par ailleurs, il faut tenter de gripper résolument les rouages qui font tourner la machine à créer toujours plus d'écart entre les ultra-riches et le reste de la population, comme si le seul but pleinement légitime d'une vie humaine était de viser à un enrichissement sans fin. Un bon angle d'attaque serait de rendre beaucoup plus coûteux des délocalisations fiscales des particuliers. Du type de celle, par exemple, que pratiquait notre ancien ministre des Finances Jérôme Cahuzac.

Rien n'est plus néfaste à la vitalité des idéaux démocratiques que la volonté et la capacité qu'ont les plus riches de se soustraire à l'impôt. Non seulement, les dizaines, les centaines ou les milliers de milliards d'euros (selon les pays) abrités dans les paradis fiscaux<sup>7</sup> font défaut au financement de l'éducation, de la santé ou de l'économie, mais ils expriment un refus de la solidarité nationale, un déni de commune socialité et de commune humanité qui alimentent insidieusement le sentiment que tous, parce qu'inégaux devant l'impôt, sont en guerre contre tous.

C. Pour y parer une loi pourrait stipuler que les citoyens français dont il est prouvé qu'ils recourent à l'évasion fiscale se verront privés du

---

<sup>7</sup> Selon *Le Monde Openlux* du 13 février 2021, « les pays-paradis fiscaux européens, Luxembourg, Malte, Chypre ou les Pays-Bas » se sont organisés pour attirer les 427 milliards de dollars (355 milliards d'euros) soustraits aux finances des autres Etats. Rien qu'au Luxembourg « 55 000 sociétés offshore gèrent des actifs dont la valeur atteint au moins 6500 milliards d'euros ». Les Français sont les plus représentés « avec au total plus de 17 000 sociétés ».

droit de voter en France ou d'y participer à une quelconque activité politique. Dans les cas les plus graves ou massifs, l'arsenal juridique répressif ajoutera une sanction symbolique : en cas de contournement de la loi, en complément d'un redressement fiscal, une déclaration publique d'indignité nationale pourrait être prononcée<sup>8</sup>.

Il ne peut pas y avoir de combat pleinement efficace contre le capitalisme rentier et spéculatif sans que soient définis le revenu et le patrimoine maximums auxquels un humain a légitimement droit. Leur niveau peut être très élevé. Le plus important est l'affirmation et l'imposition d'une limite qui puisse être opposée à la volonté de toute-puissance, à l'*hubris* des Grands. Comme l'argent n'a pas de frontières il est clair qu'une mesure de ce type, capitale, n'est susceptible de voir le jour qu'avec un très fort consensus de l'opinion publique mondiale. En attendant, et pour aller dans cette direction, faute de moyens d'imposition efficace, ce sont les plus riches eux-mêmes qu'il faut convaincre de l'obscénité de leur fortune, si elle n'est pas utilisée à des fins prosociales, et de la nécessité de s'auto-limiter. On ne peut pas lutter contre l'*hubris* sans définir une limite qu'il est moralement interdit de franchir.

D. Parallèlement à la mesure précédente (la déclaration d'indignité des fraudeurs) on pourrait envisager que tout citoyen français acceptant de limiter ses revenus à cent fois et/ou, pour commencer, à mille fois le revenu minimum ou le patrimoine moyen de son pays sera reconnu comme ayant bien mérité de la nation et de l'humanité<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Une autre voie possible, défendue par le Comité Bastille, consisterait à supprimer progressivement l'impôt sur le revenu, trop facilement contournable par les plus riches, et à le remplacer par un impôt sur le patrimoine (plus difficilement dissimulable et délocalisable). En cas de fraude avérée une saisie assez substantielle pourrait être opérée sur ce patrimoine.

<sup>9</sup> Cet écart d'un à mille semblera lui-même énorme et indécent. Mais il est très inférieur à ce qui existe. Atteindre ce seuil serait déjà une mesure symbolique extrêmement forte. Début 2018, le patrimoine net moyen des ménages s'élevait à 239 900 euros. En 2019, les 500 plus gros patrimoines français totalisaient 730 milliards €, soit une moyenne de 1,46 milliard d'euros, plus de six mille fois le patrimoine moyen. Le RSA en France est actuellement à 565 €/mois, soit 6780/an. Cent fois ce montant représente 678 000 €. Les gains des un pour mille les plus riches (6 400 personnes, soit un dix-millième de la population française) s'échelonnent de 699 230 € par unité de consommation (mille fois le RSA) à plus de 20 millions d'euros (3000 fois le revenu de base). N.B. Selon une enquête du *Monde* en partenariat avec seize médias étrangers, les Français figurent à la première place du classement des 157 nationalités représentées parmi les bénéficiaires de l'avantageux système fiscal luxembourgeois, avec 17 000 sociétés immatriculées. 37 des 50 familles françaises les plus riches apparaissent dans 627 000 documents comptables.

L'autre rouage de la machine à créer des inégalités et des hiérarchies insupportables est en France le système des grandes Ecoles, Polytechnique, Normal Sup, Centrale, HEC, l'ESSEC, l'ENA, etc. Toutes les études internationales le montrent : le système scolaire français est devenu particulièrement inefficace et inégalitaire. La raison principale en est que du bas jusqu'en haut, il est tout entier focalisé sur la production d'une minuscule « élite », une « noblesse d'Etat », produite par les grandes Ecoles. Ce modèle a pu avoir son utilité. Il est désormais totalement contreproductif. Dans tous les pays du monde, c'est dans les universités que s'organisent et sont dispensés à la fois l'enseignement, la recherche et la formation à de futurs emplois.

Seule la France les sépare en érigeant des barrières entre l'Université, le CNRS (ou organismes assimilés) et Grandes, moyennes ou petites Ecoles. L'écart entre eux devient abyssal parce que l'Université ne pratique pas de sélection à l'entrée. Les diplômes qu'elle délivre en sont mécaniquement dépréciés. Du coup, les parents sont prêts à payer très cher pour que leurs enfants décrochent le diplôme d'une école ou une autre. Le paradoxe étant que le corps enseignant universitaire est d'un niveau largement supérieur à celui des écoles, les très grandes mises à part. Jusqu'à il y a une vingtaine ou une trentaine d'années l'université produisait des élites à même de faire contrepoids et de rivaliser peu ou prou avec les diplômés des grandes écoles. Ce n'est plus guère le cas aujourd'hui où son image s'est totalement dégradée (sauf en droit ou en médecine où la sélection est forte).

*E.* Il devient donc urgent de rompre avec l'élitisme monarchique français et d'élargir considérablement l'aire de recrutement de nos élites en mettant (réellement) en synergie les classes préparatoires, les grandes Ecoles et l'Université. Pour combler l'écart insupportable entre grandes Ecoles et Université et pour augmenter considérablement le vivier des meilleurs, il est nécessaire à la fois de rehausser le niveau des universités et de, relativiser le niveau d'excellence, réel ou (le plus souvent) fantasmagorique des grandes écoles<sup>10</sup>. Cela suppose : 1°) de créer une année de propédeutique à l'entrée à l'université pour les bacheliers n'ayant pas obtenu une

---

<sup>10</sup> Les mesures préconisées par l'actuel gouvernement pour introduire un peu plus de diversité dans les grandes écoles ne produiront que des effets infinitésimaux. La suppression de l'ENA promue par Emmanuel Macron ne changera rien s'il elle se borne à changer le nom pour faire la même chose. La suppression annoncée des grands corps de l'Etat, Inspection des finances, Conseil d'Etat, Ponts et Chaussées, etc. pourrait être une bonne chose si elle n'annonçait pas aussi clairement une subordination accrue des hauts fonctionnaires au pouvoir en place et donc, *in fine*, aux intérêts financiers.

mention Assez Bien pour les bacs généraux ou Bien pour les bacs techniques et professionnels ; 2°) Que la moitié des places dans les grandes Ecoles soit attribuée par tirage au sort entre candidats également méritants : élèves de prépa cubant, avec une moyenne suffisante pour avoir une réelle chance de réussir le concours ou titulaires d'un master universitaire avec mention Très Bien<sup>11</sup>.

### *Démocratiser l'économie et mieux financer les services publics*

Pour débloquer la société française, il ne suffit pas d'y introduire davantage d'égalité et de desserrer l'ordre hiérarchique. Il est nécessaire également d'y développer davantage de liberté dans la vie économique et d'accroître la capacité d'action des acteurs.

Cela commence par l'entreprise. J'ai rappelé à quel point les managers français, purs produits du système des grandes écoles dont je viens de décrire certains ravages sont dans l'ensemble peu appréciés de leurs salariés. Les choses changeraient si les entreprises s'ouvraient à la codétermination, autrefois appelée participation.

Paradoxe : le droit ne connaît pas l'entreprise, il ne connaît que les sociétés. En sont membres les seuls actionnaires, pas les salariés, qui eux appartiennent à l'entreprise. Le droit des sociétés doit évoluer vers un droit de l'entreprise, pour prendre en compte le point de vue des salariés, desserrer l'étreinte de la finance et préparer la transition écologique. C'est ce que font les douze pays d'Europe qui pratiquent la « codétermination », partiellement et trop silencieusement : ce sont pourtant des pays particulièrement performants dans la mondialisation. Il est grand temps de la généraliser en France

F. A cette fin il pourrait être instituée dans les sociétés anonymes une codétermination plénière. Ce qui implique : 1°) Au sommet : un partage 50/50 du *conseil d'administration* (ou de surveillance) entre représentants du travail et du capital, qui choisit un directoire en

---

<sup>11</sup> Pour la justification de ce tirage au sort qui peut sembler contre-intuitif, cf. Michael Sandel, *The Tyranny of Merit. What becomes of the Common Good ?* Farrar, Strauss & Giroud, New York, 2020. Cette instauration du tirage au sort à qualification égale aura pour mérite de rendre visible la réalité - une part de chance non négligeable intervient dans la sélection, à commencer par celle liée aux origines sociales – et d'empêcher nos dirigeants de se croire d'une essence supérieure au reste de leurs concitoyens. L'ouverture des grandes écoles à un recrutement universitaire permettra aussi de leur ouvrir un peu plus l'esprit.

fonction de ses compétences seules ; 2°) À la base : un *comité d'établissement* (*Betriebsrat* en allemand, *Work Council* en anglais), composé uniquement de salariés, et avec des prérogatives importantes en matière d'organisation du travail. Le conseil d'administration surveille la bonne gestion de l'entreprise, mais aussi qu'elle ne nuise pas aux intérêts des diverses parties prenantes concernées – salariés, collectivités locales, consommateurs, sous-traitants, actionnaires. Il s'appuie pour cela sur un *Comité des parties prenantes* désigné par lui et sur de nouvelles normes comptables qui ne mesurent pas seulement la valeur financière de l'entreprise, mais aussi sa valeur sociale et environnementale<sup>12</sup>.

Certains trouveront peut-être timide une mesure qui semble se borner à reprendre ce qui est déjà pratiqué en Allemagne (où les administrateurs salariés représentent 50 % du CA ou CS dans les entreprises de plus de 2000 salariés, et 30 % dans les entreprises de 50 à 2000 salariés) ou dans l'Europe du Nord. Mais ce serait déjà une mutation plus que bienvenue en France où les rapports entre les managers et le reste des salariés sont notoirement problématiques. D'autres, les mêmes souvent, voudront aller plus loin dans la représentation des parties prenantes (consommateurs, associations écologiques, collectivités locales, etc.). Le danger est qu'ils ne soient soutenus par un patronat français, totalement réfractaire à la codétermination, qui verra là le moyen de l'éviter en noyant les administrateurs salariés dans un brouet de parties prenantes désignées par les directions d'entreprise.

Mais avant même d'accorder davantage de liberté aux salariés au sein des entreprises, il est nécessaire d'assurer une liberté économique minimale aux individus en tant que tels, y compris la liberté de ne pas travailler en entreprise. C'est ce que permet le revenu universel, autrefois appelé revenu de base ou revenu de citoyenneté. Face à l'emprise sur nos vies du capitalisme rentier et spéculatif la solution la plus immédiate et radicale pour regagner un peu de marge de manœuvre consiste à doter chaque personne d'un revenu minimal - versé inconditionnellement et intégralement cumulable avec d'autres sources de revenu -, permettant de faire des choix de vie mettant un peu à l'abri de la violence des rapports de domination économique qui conduisent trop de personnes à s'engager dans des voies ne répondant pas à leurs aspirations profondes.

G. Un tel revenu universel, remplaçant et généralisant le RSA, s'élèverait à *600 € par mois* (avec maintien de l'aide au logement, de

---

<sup>12</sup> J'emprunte l'idée de cette mesure et sa formulation à Oliver Favereau, professeur de sciences économiques émérite à l'Université Paris-Ouest-Nanterre.

la CMU, etc.). Comment le financer ? À hauteur de 500 € la solution immédiatement applicable en France, parce qu'intégralement finançable, consiste à appliquer à tous les adultes le taux de la troisième tranche de l'impôt sur le revenu (soit 30 %). Le fisc assure une *distribution automatique de 500 € chaque mois* à tous les adultes (dès 18 ans), et procède, symétriquement, à un *prélèvement chaque mois de 30% sur tous les revenus imposables*, dès le premier euro gagné. Par ailleurs, les taux supérieurs d'imposition, de 41% et 45% sont maintenus. Et il est versé 200 € pour chaque enfant jusqu'à 14 ans, et 250 € de 14 à 18 ans. *Les 100 euros supplémentaires par mois* viendraient d'une taxation à 70 % des revenus supérieurs à 10 millions d'euros ; d'une taxation à 2 % de la tranche des fortunes supérieures à 10 millions d'euros ; d'une taxation à 10 % de la tranche des héritages supérieure à 1 milliard d'euros et à 20 % de la tranche au-delà de 3 milliards<sup>13</sup>.

Nombre d'opposants au Revenu universel (RU) craignent qu'il ne décourage de travailler et de s'activer. Les expériences déjà menées ne semblent pas leur donner raison, bien au contraire. Dans l'immédiat, un RU de 600 €/mois changerait radicalement la vie des jeunes qui n'ont pas encore trouvé d'emploi, et de ceux qui font le choix de s'investir dans des activités culturelles ou écologiques, etc. Il sauverait de la faillite nombre de petits agriculteurs et commerçants désireux de poursuivre leur activité coûte que coûte. Il ne représente pas une alternative mais un complément possible à d'autres mesures ou initiatives telles que l'expérience Territoires zéro chômeurs, le revenu de transition écologique, le revenu civique, etc.

Comment, demandera-t-on, comment financer une telle mesure ? En principe, et sous réserve de vérifications ultérieures, à hauteur de 500 € par mois la mesure que je viens de présenter est financée. Le financement des 100 euros complémentaires dépendra de l'acceptabilité politique des taxations que je propose sur les hauts revenus, les patrimoines et les grosses successions. Mais il faut aussi trouver à financer les services publics, à commencer par l'Hôpital dont l'épidémie de coronavirus a montré à quel point nous sommes dépendants. Or, la même chose est vraie de l'École, de la Police, de la Justice, du système pénitentiaire, etc.

Personne n'a de réponse claire à la question de savoir où trouver l'argent pour cela. Une partie de l'équation dépend de l'efficacité de la lutte contre les paradis fiscaux. Une autre du rapport à la dette. Faut-il la

---

<sup>13</sup> J'emprunte l'idée de cette mesure et sa formulation à Marc de Baqsuiat, président de l'AIRE, Association internationale pour le revenu d'existence.

rembourser à tout prix, à commencer par la dette covid, autrement dit la monnaie créée par la Banque centrale européenne pour aider les Etats européens à faire face à la pandémie et au ralentissement économique qu'elle a occasionné. Beaucoup de choses ici dépendront de notre relation à l'Europe, j'y reviendrai dans un instant. Mais la troisième partie de l'équation renvoie au problème de notre souveraineté monétaire. N'est-il pas possible, sans rien changer a priori de notre rapport à l'Europe, d'en récupérer un peu ?

Un choix possible serait de *réinstaurer un circuit bancaire du Trésor*. Je détaille. Le capitalisme financier néolibéral n'a pu se développer que sur la base d'une interdiction faite aux Etats d'émettre leur propre monnaie, et de son corrélat : un endettement public croissant sur les marchés financiers. En se rendant indépendantes des pouvoirs politiques législatifs et exécutifs, les Banques centrales sont devenues entièrement dépendantes du système bancaire capitaliste. Dans la zone euro, cette situation est poussée à son comble avec la Banque centrale européenne dont les compétences s'exercent à une échelle où il n'existe pas d'Etat proprement dit, *i.e.* doté d'un pouvoir fiscal propre. Néanmoins pour réduire la financiarisation de la monnaie et des finances publiques, rien n'interdit à un Etat membre de la zone euro de se doter en propre d'un système fiscal de paiement à l'échelle de son territoire et d'émettre des bons de paiement complémentaire à l'euro bancaire.

*H.* Une mesure possible en ce sens serait la suivante. L'Etat instituera un circuit national du Trésor, *i.e.* un réseau bancaire public dans lequel tous les citoyens en relation monétaire et financière avec la puissance publique - les contribuables et les bénéficiaires des dépenses publiques - disposeront de comptes de dépôt et deviendront ainsi des « correspondants du Trésor ». Le Trésor pourra utiliser ce circuit pour émettre des bons de paiement fiscal en créditant les comptes de ses correspondants, avec pour finalités, par exemple, d'augmenter le pouvoir d'achat des personnels des services publics, d'instituer un revenu de base, ou de financer des PME innovantes au plan écologique. Compte tenu de la conjoncture récessive, on peut anticiper que l'émission de ces bons entraînera une reprise de l'économie réelle dans les secteurs essentiels et donc un accroissement des recettes fiscales futures. La valeur libératoire des bons à parité avec l'euro sera ainsi garantie par cet accroissement, mais aussi par son acceptation à sa valeur nominale pour le paiement des impôts et par son adossement à la masse globale des dépôts au

Trésor de ses correspondants<sup>14</sup>.

- I. Une autre piste, enfin, pourrait consister à financer la transition écologique et la reconquête de l'autonomie économique de la France par un grand emprunt. Comparés aux quatre ou cinq milliers de milliards de dollars que les USA s'appêtent à injecter dans leur économie les 700 milliards d'euros prévus par la commission européenne font pâle figure. Sur ces 700 milliards encore virtuels personne ne sait combien reviendront in fine à la France. Comme les deux candidats au deuxième tour de la prochaine présidentielle désignés par les sondages s'engagent à rembourser les dettes covid de la France et donc à renforcer l'austérité budgétaire il est bien difficile d'imaginer comment pourraient être financées l'indispensable transition écologique et la reconstruction des filières industrielles délocalisées, tout aussi indispensable à l'autonomie économique de la France, comme l'actuelle pandémie de coronavirus le montre à l'envi. Il y a en France actuellement 1 600 milliards d'euros d'épargne liquide qui ne rapportent quasiment rien (0,5 % à la caisse d'épargne). La Banque publique d'investissement (BPI) pourrait lancer chaque année un emprunt de cent milliards d'euros donnant un rendement d'au moins 1% par an (garanti par l'Etat). Cet emprunt sera investi : soit en Bons du Trésor dédiés au investissements à très long terme (30-100 ans) dans la conversion biocompatible avec lesquels la dite BPI apportera des fonds permanents à des entreprises présentant des dossiers de crédit viables ; soit en actions ou obligations dans des fonds spécifiques sectoriels : afforestation, agriculture bio, mobilité électrique, transition énergétique (énergie verte, économies d'énergie et stockage d'énergie), numérisation dans ces industries, etc. Ces fonds apportés aux firmes sous forme de Fonds permanents (ou Quasi Fonds Propres) étant uniquement le fait de résidents français, elles n'alourdiront donc pas la dette étrangère<sup>15</sup>.

### *La question de l'Europe*

Le projet européen ne fait plus rêver. En dépassant les frontières des Etats-nations, il devait garantir une paix perpétuelle. En créant un grand

---

<sup>14</sup> J'emprunte l'idée de cette mesure et sa formulation à l'économiste Bruno Théret, directeur de recherches émérite au CNRS.

<sup>15</sup> J'emprunte l'idée de cette mesure et sa formulation à André Teissier du Cros, président honoraire du Comité Bastille.

marché il était supposé assurer la prospérité économique. En réalité l'Europe est divisée en six ou sept blocs, aux contours instables, aux intérêts divergents, et la règle de l'unanimité au sein de l'UE interdit toute avancée significative. Affaiblie face aux marchés financiers et aux paradis fiscaux, face aux Etats-Unis, à la Russie, à la Chine et aux puissances émergentes, l'Europe ne parle plus au monde et ne se parle même plus à elle-même.

Bien sûr, l'Europe a toujours avancé lentement. Mais nous n'avons plus le temps, pour au moins trois raisons. Tout d'abord, si les peuples restent attachés à l'euro, partout la colère gronde en Europe contre la dégradation des conditions d'existence. Contre le vide de sens et l'absence d'un projet mobilisateur. Ensuite, c'est dès aujourd'hui qu'il faut impulser une transition écologique et énergétique. Si l'Europe ne s'y engage pas avec une ferme résolution, elle perdra toute autonomie géopolitique. Enfin, même au sein de l'Europe, le respect du pluralisme, de la dignité humaine et de la liberté de penser est en régression constante. Si elle n'est plus en mesure de porter et d'incarner ces valeurs démocratiques, qui donc le fera à sa place ? Et puisque cet idéal n'est pas suffisamment fort par lui-même, il faut que l'Europe qui l'a vu naître et s'en réclame assume d'incarner un projet de (re)civilisation face aux barbaries qui montent.

L'Europe a cru pouvoir dépasser la forme de l'État-nation. Or, partout dans le monde ce sont des nations qui s'affirment et s'affrontent, y compris à nouveau à l'intérieur même de l'Europe. Le cadre national est en effet le seul à ce jour où, dans les sociétés modernes, les citoyens se sentent solidaires les uns des autres, protégés et rassurés par cette solidarité. Pour autant, il serait dangereux de vouloir en revenir aux formes traditionnelles de la nation qui reposaient sur l'identité imaginaire entre *un* peuple, *un* territoire, *une* langue, *une* culture et *une* religion. Comment dès lors concilier cette double exigence de solidarité et de diversité, Comment refonder une Europe en dépassant la nation et la force, toutes deux pourtant nécessaires à la réalisation de l'idéal démocratique ?

- J. Il existe une voie : bâtir une méta-nation, une nation de nations, sous la forme d'une République Européenne. Cette République serait à la fois unie par le principe républicain et décentralisée par sa dimension confédérale, offrant ainsi un champ très large au principe de subsidiarité. Dotée d'une Assemblée souveraine et d'un Sénat représentant à la fois les régions et les organismes de la société civile (syndicats, ONGs, associations, etc.), cette République serait dirigée par un gouvernement de taille restreinte (comme en Suisse), ayant à charge de mettre en œuvre, une fois adoptée par son parlement, une politique commune sociale, économique et financière, énergétique et

scientifique, diplomatique et militaire. Une Assemblée de Citoyens tirés au sort (sorte de conférence de consensus permanente) aurait un rôle consultatif mais aurait le pouvoir de soumettre à référendum celles de ses propositions qui n'auraient pas été prises en compte<sup>16</sup>.

Un tel projet pour l'Europe peut sembler aujourd'hui utopique. Faut-il rappeler, pourtant, qu'il était celui de ses pères fondateurs ? L'Europe est clairement à la merci d'un pari. Renouer avec l'inspiration initiale de ses initiateurs et l'actualiser, ou disparaître de la scène du monde. Contribuer à l'invention de normes universalisables ou s'évanouir dans le chaos qui s'annonce. S'unir, une fois pour toutes, ou bien sortir de l'Histoire et ne plus exister que dans le renoncement à tout ce à quoi les peuples d'Europe ont cru. Sauront-ils dépasser leur chauvinisme pour construire une méta-nation, ou rentreront-ils en régression ? Il faut, au moins, que la question leur soit posée. Elle ne pourra l'être ni par les représentants des entreprises, trop dépendantes des marchés, ni par les partis politiques actuels, cantonnés aux espaces nationaux. C'est donc à la société civile européenne de prendre le relais, à cette nébuleuse si vivante et protéiforme d'associations, d'ONGs, de coopératives de l'économie sociale et solidaire. Il est temps maintenant de faire naître un débat qui puisse redonner espoir aux peuples d'Europe. N'ont-ils pas en commun un passé, trop souvent meurtrier mais résonnant de splendeurs artistiques, techniques, scientifiques et politiques ? Il leur reste à inventer leur avenir.

Qui serait partie prenante et constitutive de cette République européenne ? Tous les États ou les peuples d'Europe qui le souhaitent et qui adhèrent à la triple exigence de lutter contre le réchauffement climatique, l'évasion fiscale et l'érosion des valeurs démocratiques. Mais il est clair que cette République ne pourra pas voir le jour et atteindre une taille critique sans, au départ, la participation de deux ou trois des grands pays européens. À cette condition l'Europe pourra reconquérir une part de la puissance qu'elle perd un peu plus chaque jour. Mais avec la conviction que cette puissance n'est pas une fin en soi car on en a vu les limites, voire les crimes, avec l'impérialisme ou le colonialisme : ce n'est pas d'une Europe puissance dominatrice dont le monde a besoin mais bien d'une Europe puissance créatrice. C'est en s'affichant porteuse d'un tel projet que la France pourrait, je crois, prétendre regagner de l'influence en Europe.

---

<sup>16</sup> J'ai développé ce projet en commun avec Thierry Salomon, animateur des réseaux Négawatt et Osons les jours heureux, et Patrick Viveret, animateur de je ne sais combien de réseaux.

## *La sécurité et la question migratoire*

Mes chers concitoyens, je vous l'avais dit, je suis mal à l'aise sur ces questions. Je n'ignore pas que c'est sur elles que va se jouer une grande part de l'élection présidentielle de 2022. Il faut donc tenter d'indiquer quelques pistes de réflexion possibles.

Sur la question de la sécurité et de la police, j'ai expliqué tout à l'heure pourquoi ceux qui surenchérisent en la matière, les Républicains, sont particulièrement mal placés pour donner des leçons. Par ailleurs, il est plus que douteux qu'à l'insécurité il puisse être répondu par toujours plus de policiers, toujours plus de peines, toujours plus longues, et donc toujours plus de prisons. Il nous faut prendre conscience que la prison fonctionne largement comme un surgénérateur de délinquance. Il est donc urgent de commencer à sortir du Tout-Prison en généralisant autant que possible les peines alternatives et ce qu'on appelle la justice restauratrice.

Je détaille un peu. Les prisons françaises sont dans un état dramatique. Elles connaissent une surpopulation effrayante (Son taux est de de 116% avec 70 651 prisonniers pour 61 080 places au 1er janvier 2020), des conditions d'hygiène souvent déplorables, une pénurie de personnel, une absence de politique de réinsertion et de suivi - notamment psychiatrique -, des sortants. Tout ceci explique que la violence y soit de plus en plus présente et que les taux de récidive soient particulièrement élevés en France. Sans compter que la prison apparaît désormais comme un accélérateur de djihadisme, un déclencheur du passage à l'acte. Loin de contribuer à la diminution de la délinquance, la prison en devient une école.

K. Que faire ? Outre le développement des peines alternatives et la construction de prisons ouvertes, une Loi instaurera le principe de la priorité à accorder à une **justice restauratrice** qui permet la rencontre entre victimes et agresseurs, dans des conditions de sécurité psychologique et physique pour les victimes<sup>17</sup>.

De très nombreuses études ont en effet montré que la justice restauratrice est bien plus efficace que la justice pénale classique (fondée sur la prison) pour la reconstruction psychologique des victimes, la prise de conscience par les agresseurs de la gravité de leurs actes, et la diminution de la récidive. Et la prison coûte cher (32 000 € par an et par prisonnier en 2012.

---

<sup>17</sup> J'emprunte cette idée et sa formulation à Jacques Lecomte, président honoraire de la société française de psychologie positive.

Derniers chiffres connus). Or la justice restauratrice est presque totalement inexistante en France. A quoi il faut ajouter qu'une grande partie de la délinquance et de l'insécurité est liée au trafic et à la vente des drogues. La prohibition de l'alcool aux Etats-Unis avait été pain bénit pour le grand banditisme dont Al Capone a été une figure légendaire. La même chose est vraie aujourd'hui des stupéfiants.

*L.* Personne, ayant un peu travaillé ou réfléchi sur la question, ne peut douter que la légalisation de la vente de cannabis récréatif, un cannabis produit et contrôlé sous surveillance de l'Etat ne soit une mesure indispensable tant pour diminuer la consommation de stupéfiants que pour lutter efficacement contre les gangs qui contrôlent des pans entiers des « quartiers », et dont la violence devient chaque jour plus grande.

Quant à la question de l'immigration, elle est si importante mais aussi tellement complexe et multidimensionnelle qu'on ne saurait y répondre en quelques phrases définitives. Une seule chose est sûre : il n'y a pas de formule magique. La façon dont la France traite les migrants est indigne. Mais force est d'observer que les Etats du nord de l'Europe, Danemark, Suède, qui avaient mis en place les politiques d'accueil les plus généreuses, ferment maintenant leurs frontières à qui mieux mieux. Le dilemme est simple à formuler, mais plus que difficile à régler. Nous avons un devoir d'humanité envers tous ceux qui ont tout perdu et risquent leur vie pour venir vivre chez nous, ou chez nos voisins européens. Mais si nous n'avons pas de travail, d'emplois, de formation, de logements à leur offrir il est peu probable que tout se passe bien.

Dans l'idéal, bien sûr, la solution la meilleure serait qu'ils aient de véritables opportunités de vie bonne dans leur pays d'origine et ne viennent en Europe que par choix personnel, non par nécessité vitale. Toujours dans l'idéal il serait bon de pouvoir lutter efficacement contre les filières criminelles qui organisent un véritable trafic de l'immigration. Mais, dans la réalité, nous devons tenter de faire au mieux face au dilemme insoluble. Cela passe sans doute par l'articulation entre deux logiques différentes, celle de la raison d'Etat et celle de la loi morale. La raison d'Etat autorise les gouvernements à fixer des limites fermes au nombre de migrants à accueillir et à reconduire chez eux ceux qui ne répondent pas à un certain nombre de critères. La raison morale, en revanche les oblige à les traiter dignement dans l'attente de la décision d'accueil ou de reconduite aux frontières. La même raison morale impose de ne pas entraver l'action des personnes privées ou

ses associations qui leur viennent en aide. A charge pour celles-ci, en retour, d'assumer l'accueil et la formation des personnes qu'elles aident.

Nous savons bien ce qui est devant nous. Inondations, accidents environnementaux ou industriels, tous ces risques ne peuvent que croître dans les années ou décennies à venir. Ajoutés à l'accroissement du nombre des réfugiés victimes de guerres, de génocides, de disettes, d'accidents climatiques, etc., ils vont entraîner l'apparition de dizaines de milliers de sans-abris en France. Il faut s'y préparer dès maintenant pour pouvoir les héberger dignement.

*M.* A mi-chemin de ces deux logiques que je viens de distinguer, celle de l'Etat et celle du sens moral et de la compassion, une Loi de l'hospitalité pourrait stipuler que toute commune devra affecter au moins 1% de son budget à l'installation de logements décents permettant pendant un an, aux victimes de catastrophes survenues en France ou à l'étranger, de trouver ou retrouver des conditions de vie durables. Cette mesure coûtera moins cher que les hébergements d'urgence, aussi onéreux que dégradants<sup>18</sup>.

#### *De la laïcité et de la haine*

J'arrive maintenant, mes chers compatriotes, presque au terme de mon exposé d'un certain nombre de thématiques qui me semblent bien insuffisamment évoquées par les candidats à l'élection présidentielle qui s'appêtent à solliciter vos suffrages. Bien d'autres choses pourraient ou devraient être dites. J'ai la conviction toutefois que si un certain nombre des mesures basculantes que je viens de présenter étaient mise en œuvre, la France ne s'en porterait que mieux à tous égards. Permettez-moi d'insister sur un point essentiel.

Jusqu'à preuve du contraire, ces mesures n'impliquent pas d'alourdir la dépense publique au-delà de ce qui pourrait être récupéré par une meilleure lutte contre les inégalités et les paradis fiscaux. On ne peut pas indéfiniment se reposer sur l'hypothèse que tout irait mieux, à l'Ecole, à l'Hôpital, dans la Police, dans la Justice, etc. si seulement il y avait plus d'argent. Cette hypothèse paresseuse nous pousse à rechercher toujours plus de croissance à tout prix. Or c'est cette injonction qui crée justement une

---

<sup>18</sup> J'emprunte cette idée et sa formulation à Anne-Marie Fixot, professeur honoraire de géographie à l'université de Caen et animatrice de l'association de discussion citoyenne Démosthène.

partie des problèmes que nous avons à résoudre. Changeons donc notre manière de raisonner et demandons-nous plutôt comment nous pourrions rendre notre société plus harmonieuse et plaisante à vivre même si nous n'avions pas plus de croissance économique, et toujours plus d'argent.

Rendre notre société plus harmonieuse, et plaisante à vivre, plus conviviale en un mot, cela implique de sortir du climat de guerre civile larvée et de haine qui s'installe. Tout le monde croit voir partout non plus seulement des adversaires mais des ennemis monstrueux qu'il faudrait à tout prix dénoncer et déboulonner. A suivre ce qui se dit sur les réseaux sociaux ou dans les media notre pays serait infesté d'islamogauchistes, d'islamistes, de laïcards, de sexistes, d'antisémites, de féministes hystériques, de décoloniaux racistes, de racistes structurels, de complotistes, d'élites stipendiées par Big Pharma, de machistes, d'homophobes, etc. etc.

Face à des déferlements, essayons de devenir radicalement modérantistes. Nous avons besoin de radicalité pour révéler et rendre intolérables toutes les dominations et les injustices. Mais nous avons aussi besoin que cette radicalité soit radicalement, intraitablement modérantiste pour ne pas basculer dans son contraire et échouer dramatiquement, en se révélant plus oppressive que libératrice. Cela implique d'accepter comme légitimes tous les points de vue, tous les propos aussi longtemps qu'ils n'appellent pas à la haine et a fortiori au meurtre. Seuls sont illégitimes les discours qui posent que tous les autres sont illégitimes.

N. Voilà qui me permet de dire quelques mots sur la question de la laïcité, elle-même objet de tant de controverses et de passions parfois criminelles. Je les emprunte à l'historien de la laïcité, Patrick Weil, qui montre comment depuis soixante-dix ans on a appliqué à l'envers la belle loi de 1905. Ses rédacteurs, nous dit-il, avaient décidé de combattre avec des principes : tout accorder aux individus et aux citoyens croyants, y compris le droit de montrer leur foi dans l'espace public à condition de n'exercer *aucune pression*. Cette loi a été appliquée, mais son esprit s'est perdu, sa défense s'est désarmée. On a choisi de faire disparaître de la vue du public les signes religieux, plutôt que de s'attaquer aux auteurs de violences et de pressions. Pourtant l'article 31 de la loi de 1905 « punit d'amende ou de prison *toute pression* pour contraindre ou empêcher une personne à manifester sa foi ». Appliquons-le. Montrons-nous absolument tolérants avec tous ceux qui tolèrent les autres, radicalement intolérants avec ceux qui ne les tolèrent pas.

## Conclusion

Voilà, mes chers concitoyens, ce que je voulais vous dire. A quel titre, vous êtes-vous sûrement demandé. Je ne le sais pas trop. J'ai pas mal lu et un peu écrit dans ma vie. Mais ça ne me confère aucune espèce de droit particulier, à formuler plus que d'autres des propositions politiques. Je me suis ici montré critique envers les partis existants, mais je ne mésestime aucunement ni la grandeur ni les difficultés de l'engagement dans la politique active. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je ne suis candidat à rien. Mon sentiment est depuis longtemps qu'il existe un énorme écart entre l'offre politique actuelle et les demandes des Français. C'est de cet écart que j'ai voulu prendre la mesure, ne serait-ce qu'à mon usage personnel pour commencer. Si cet éclairage intéresse d'autres que moi, tant mieux. Mais si tel est effectivement le cas, la conclusion à en tirer est qu'il manque dans le champ politique un parti qui se donnerait pour mission de combler ce gouffre qui se creuse entre la politique professionnelle et les citoyens.

Nombre des propositions que je vous ai présentées ont été mûries dans le cadre du mouvement convivialiste<sup>19</sup>. Peut-être la force politique ou le parti qui nous manquent est-elle un parti convivialiste. A de plus jeunes que moi de tester cette hypothèse et de se lancer dans l'aventure. Elle en vaut la peine. A défaut, il me reste à espérer que certaines des pistes de réflexion que j'ai esquissées ici feront écho dans tel ou tel parti. Je n'aurai pas alors présenté totalement en vain ma non-candidature.

---

<sup>19</sup> [www.leconvivialistes.org](http://www.leconvivialistes.org)

## Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>2</b>
<b>Trois séries de questions préjudicielles</b>	<b>3</b>
Les fractures françaises	3
Sur l'identité de la France, sa place en Europe et dans le monde	7
Et sur la question de la démocratie	11
<b>Ce qui ne va pas dans l'offre politique actuelle</b>	<b>14</b>
<i>Le Rassemblement national</i>	14
<i>Les Républicains</i>	15
<i>Emmanuel Macron</i>	16
<i>Le parti socialiste</i>	18
<i>La France Insoumise</i>	19
<i>Europe Ecologie-Les Verts</i>	20
<b>Bifurquer. Quelques mesures basculantes</b>	<b>21</b>
<i>Rompre avec l'élitisme à la française</i>	23
Mesures A, B, C, D, E	
<i>Démocratiser et mieux financer les services publics</i>	28
Mesures F G. H, I.	
<i>La question de l'Europe</i>	32
Mesure J	
<i>La sécurité et la question migratoire</i>	35
Mesures K, L, M	
<i>De la laïcité et de la haine</i>	37
Mesure N	
<b>Conclusion</b>	<b>39</b>